

« J'ai acheté un jardin et les esclaves pour le cultiver »

Poivre au ministre, le 30 novembre 1767

Un document des Archives Nationales. A.N. Col C/4/18, f°103.

Le 30 novembre 1767. Poivre au ministre. Rémunération insuffisante, Achat à crédit de Monplaisir.

=====
Au Port Louis, Isle de France, le 30 novembre 1767

Monseigneur,

Tout travail mérite son salaire, ce salaire doit être proportionné à l'importance du travail et aux besoins physiques de celui qui s'y livre.

J'ai quitté l'aisance et le repos dont je jouissais en France. Je suis venu par vos ordres servir le Roi à 4000 lieues de ma patrie. Je doutais en partant si les 24 mille livres que vous avez eu la bonté de m'accorder pour me faire subsister ici, m'y suffiraient.

Je vois aujourd'hui qu'il m'est impossible de vivre avec cette somme ; malgré toute mon économie, malgré la frugalité de ma table, et la simplicité dont je donne l'exemple, les premiers frais de mon établissement m'ont ruiné, je [?] et je n'ai pas de quoi subsister.

Un administrateur qui tous les jours de sa vie quitte à 9 heures du soir un travail commencé à six heures du matin pour veiller au bonheur d'une colonie doit au moins être délivré de toute inquiétude sur les moyens dont il pourra subsister le lendemain.

Je vous prie, Monseigneur, de vouloir bien me délivrer de cette inquiétude, je vous demande du pain, parce que la place que vous m'avez confiée ne me permet aucune industrie, aucun commerce, aucun moyen d'amélioration de fortune. Livré tout entier au service du Roi, et au rétablissement de cette colonie, je ne puis, ni ne dois m'occuper d'aucun autre objet. Si j'avais le malheur de diriger mon travail vers mon intérêt particulier, je pourrais alors me contenter des appointements que vous m'avez accordé, et je serais même bientôt riche : mais que deviendrait cette malheureuse colonie ?

Je connais ici quelqu'un, Monseigneur, (je ne vous le dis que parce que je vous dois toute vérité), je connais ici quelqu'un qui non seulement pourrait se passer de ses honoraires plus forts que les miens ; mais qui sans avoir besoin d'une grande économie, a des ressources pour tenir un grand état de maison et faire en peu de temps une fortune considérable. Je connais ses ressources, elles sont contraires à l'honnêteté, à la confiance dont vous nous avez honoré, au bien du service et aux intérêts de cette colonie.

Vous avez eu la bonté de nous obtenir du Roi la liberté de prendre une habitation pour nous aider à vivre : mais le travail de l'administration est si considérable, les besoins de cette pauvre colonie sont si pressants et si multipliés qu'il m'est impossible de vaquer à mes affaires particulières. D'ailleurs pour faire valoir une habitation, il faudrait avoir de quoi acheter des esclaves, ou faire comme M. Dumas, qui en fait traiter à son profit avec les effets du Roi, et sur les flûtes il faudrait, comme lui, prendre l'élite des troupes que ces flûtes apporteraient, et alors quelle confiance, quelle

considération pourrions-nous conserver dans une colonie qui regarde les traites du Roi comme son unique ressource.

Non, Monseigneur, ce qui n'est pas honnête ne me paraît pas possible, j'aimerais mieux vivre au pain et à l'eau que de frustrer cette colonie du bien qu'elle attend de moi et surtout de mon désintéressement.

J'ai acheté de la Compagnie à crédit un simple jardin tout fait et bien arrosé dans la seule vue d'avoir un lieu tout prêt et bien sûr, pour y déposer en mars prochain, les plantes que M. l'abbé Galloys doit m'envoyer de Chine par vos ordres. J'ai acheté les esclaves nécessaires pour cultiver ce jardin. J'y ai fait préparer un terrain exprès pour cet objet, et surtout pour les plants précieux que j'espère procurer à cette île, ainsi que pour tous les plants utiles que je fais rassembler des différentes parties de l'Asie. J'ai pensé que le seul moyen de les faire réussir était de les faire cultiver à mes frais, suivant mes connaissances, sous mes yeux et dans un terrain à moi appartenant où je serais le maître de n'admettre que les personnes que je voudrais.

S'il vous était possible, Monsieur le Duc, de voir l'état des choses dans ce pays-ci, vous ne trouveriez certainement aucune exagération dans la demande que je vous fais de vouloir bien porter mes appointements à la somme de cinquante mille livres.

Je doute que vous puissiez trouver un administrateur propre à la chose et instruit des difficultés du local, qui veuille venir prendre ma place, à moindre prix.

L'on m'a assuré qu'il y avait beaucoup d'aspirant à ma place et que j'étais fort jaloué. Ces aspirants ne savent certainement pas ce qu'ils désirent. Si j'avais le malheur d'avoir perdu votre confiance, envoyez ici, Monseigneur, un de ces jaloux, et s'il aime le bien, il se trouvera dans la galère la plus dure. Je remercie tous les jours le ciel de ce qu'il me donne assez de force pour ne pas succomber au travail forcé dans lequel je ne [?] soutenu que par le plaisir de faire quelque bien et par l'espérance d'en faire de plus grandes.

Je suis avec respect, Monseigneur, etc.

Poivre

* * *